

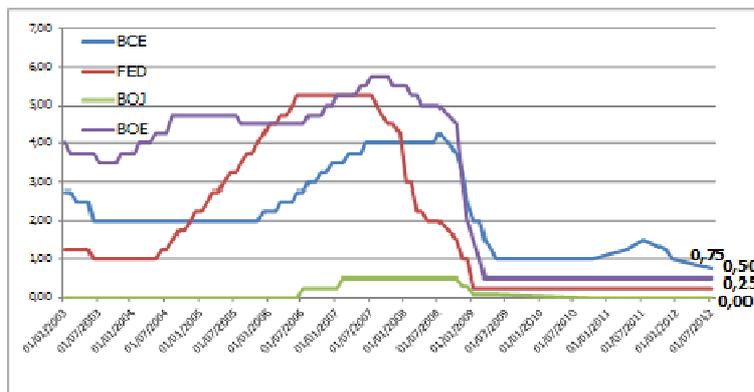
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire et adopte un nouveau programme de rachat de dette souveraine

Lors de sa réunion du 6 septembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. Par ailleurs, il a pris la décision de créer un nouveau programme de rachat, sans limite de montant, de dette à court terme sur le marché secondaire des obligations souveraines de la zone euro. Dénommé *Outright Monetary Transactions – OMT* (en français : « Opérations monétaire en prise ferme »), ce programme de soutien vise « à traiter les graves perturbations affectant les marchés des obligations d'Etat qui proviennent, en particulier, de craintes infondées sur la réversibilité de l'euro », afin de préserver une transmission appropriée de la politique monétaire ainsi que l'unicité de la politique monétaire dans la zone euro. Il est assorti d'une stricte conditionnalité liée à la mise en place d'un programme du Fonds Européen de stabilité financière (FES) et à la participation du FMI. Parallèlement le Conseil des gouverneurs a adopté des mesures destinées à assurer la disponibilité de garanties suffisantes dans le cadre des opérations de refinancement de l'Eurosystème.

M. Draghi, Président de la BCE a souligné lors de sa conférence de presse que « les indicateurs économiques font état d'une faiblesse persistante de l'activité économique sur le reste de l'année 2012, dans un contexte d'incertitude accrue. Au-delà du court terme, nous nous attendons à un redressement seulement très progressif de l'économie de la zone euro. (...) Les risques pesant sur les perspectives économiques de la zone euro sont considérés comme orientés à la baisse. Ils sont notamment liés aux tensions sur plusieurs marchés financiers de la zone euro et à leurs répercussions potentielles sur l'activité économique de la zone. (...) Les perspectives d'évolution des prix demeurent globalement équilibrées à moyen terme. »



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France et du taux de chômage au deuxième trimestre 2012

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 987 100 fin juillet 2012, soit une hausse de 1,4 % sur un mois en données CVS-CJO (+41 300 personnes). Sur un an, il croît de 8,5 % (+9,7 % pour les hommes et +7,3 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 16,3 %. Selon les données publiées par l'INSEE, le taux de chômage s'établit à 9,7 % de la population active métropolitaine au deuxième trimestre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport au premier trimestre 2012. En incluant les DOM, il s'établit à 10,2 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 11,3 % en juillet 2012, stable par rapport à juin. Il était de 10,1 % en juillet 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,4 % en juillet 2012. Il était de 9,6 % en juillet 2011.

Inflation

Baisse des prix en France au mois de juillet

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,4 % en juillet 2012 ; sur un an, il croît de 1,9 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,5 % en glissement annuel.

Hausse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,6 % en août 2012, en hausse de 0,2 point par rapport à juillet.

PIB

Stabilité du PIB en France au deuxième trimestre 2012

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume est resté stable (0,0 %) au deuxième trimestre 2012 pour le troisième trimestre consécutif.

Baisse du PIB de la zone euro

Selon les estimations d'Eurostat, le PIB de la zone et celui de l'UE27 ont baissé de 0,2 % au deuxième trimestre 2012 par rapport au premier trimestre où la croissance avait été nulle. Par rapport au deuxième trimestre 2011, le PIB corrigé des variations saisonnières a enregistré une baisse respective de 0,4 % et de 0,2 %.

Lutte contre le blanchiment

Tracfin : rapport d'activité 2011

En 2011, Tracfin a reçu plus de 24 000 informations, en hausse de 19 % par rapport à 2010 et effectué 26 091 actes d'investigations (+72,6 %). Le Service a transmis 1064 (+ 20 %) signalements dont 495 à l'autorité judiciaire. Le rapport met en évidence les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme liés à certains types d'opérations et de secteurs d'activité, notamment les sociétés de sécurité, le secteur de la restauration rapide, le marché de l'art ou les sociétés de formation professionnelle. Le document est disponible en téléchargement sur :

http://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/tracfin/Publications/rapports_activite/RAVTracfin_09082012.pdf

Actualité bancaire

Epargne réglementée

Le ministre de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici, a présenté en Conseil des ministres du 22 août 2012 une communication relative au plafond du Livret A et du Livret de développement durable (LDD) ainsi que la réforme de l'épargne réglementée. Il propose une augmentation de 25 % du plafond du Livret A et le doublement de celui du LDD par la voie d'un décret publié en septembre. Un second relèvement de 25 % du plafond du Livret A interviendra en fin d'année avec de nouvelles mesures pour réformer l'épargne réglementaire et ses emplois.

Outre-mer

La régulation économique outre-mer

Le ministre des outre-mer, Victorin Lurel a présenté en Conseil des ministres du 5 septembre 2012 le projet de loi relatif à la régulation économique outre-mer. Ce texte vise à améliorer le fonctionnement de la concurrence dans les Outre-mer afin de lutter contre la vie chère. Le texte a été déposé le jour même au Sénat où il sera examiné à partir du 26 septembre 2012. Il sera discuté selon la procédure d'urgence par chaque assemblée.

Le document est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/leg/pjl11-751.pdf>

Publication de l'IEOM

Déterminants des échanges de biens et compétitivité dans une économie monoexportatrice : le cas de la Nouvelle-Calédonie

Ce document de la collection « Les Notes de l'Institut d'émission » est disponible en téléchargement gratuit sur notre site Internet (www.ieom.fr)

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé, le 9 août, de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %.

Au deuxième trimestre 2012, le PIB du Japon a progressé de 0,2 % après +1,3 % au premier trimestre. En juillet, la production industrielle a baissé de 1,2 % sur un mois. Les prix à la consommation hors alimentation ont reculé de 0,3 % sur un an. Toutefois, les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 1,7 % sur un an. Le taux de chômage est resté stable, à 4,3 %.

En juillet, les exportations ont chuté de 8,3 % sur un an et les importations ont augmenté de 2,1 %. Le déficit commercial a atteint 5,2 milliards d'euros.

Amélioration de la balance commerciale

En août, la production industrielle chinoise a augmenté de 8,9 % sur un an, après +9,2 % en juillet et l'indice des prix à la consommation augmente de 2 % sur un an. Les exportations sont en hausse de 2,7 % sur un an (+1% en juillet) et les importations ont baissé de 2,6 % (après une progression de 4,7 % en juillet). L'excédent commercial a atteint 26,7 milliards de dollars (25,1 milliards en juillet). Le gouvernement chinois a annoncé un programme d'investissements publics de plus de 1 000 milliards de yuans (125 milliards d'euros) pour relancer l'économie du pays.

Forte croissance australienne

En Australie, le PIB progresse de 0,6 % au deuxième trimestre, après une hausse jugée exceptionnelle de 1,4 % au trimestre précédent. Cette croissance est portée par les dépenses de consommation des ménages et par la vigueur des exportations. Sur un an, l'accroissement de l'activité économique atteint 3,7 %, en légère décélération par rapport au trimestre précédent (+ 4,3 %) pour partie liée au tassement de l'économie chinoise, forte consommatrice de charbon, minerais de fer et gaz australiens.

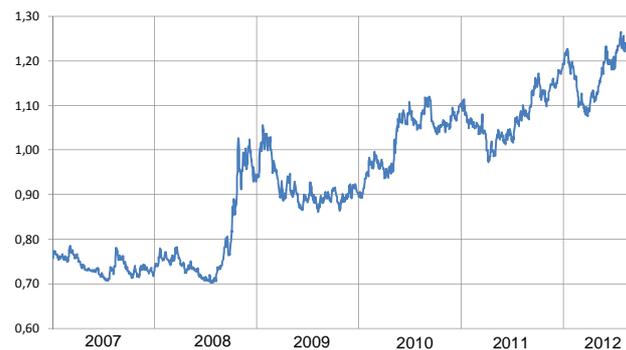
La Reserve Bank of Australia (RBA) a décidé, le 7 août, de maintenir son principal taux directeur à 3,50 %, estimant que les précédentes baisses de taux n'avaient pas encore pleinement produit leurs effets.

Baisse de la production industrielle néo-zélandaise

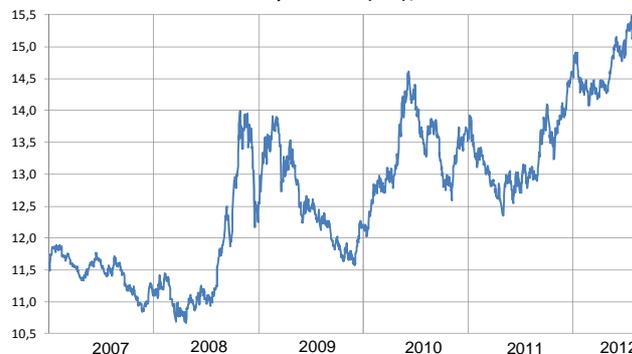
La production industrielle néo-zélandaise s'est contractée de 1,1 % en valeur au deuxième trimestre 2012. La production d'équipements, de machines et de matériels de transport affiche une hausse de 5,9 %. A l'inverse, l'industrie des produits carnés et laitiers est en diminution de 3,1 %. A fin juin, les stocks de produits laitiers et carnés s'étaient accrus de 29 % (en volume) par rapport à leur niveau de juin 2011.

La Reserve Bank of NZ a décidé, le 13 septembre, de laisser son taux directeur inchangé à 2,50 %, compte tenu de perspectives de croissance modestes pour le pays et d'un taux d'inflation récemment passé sous la barre des 2 %.

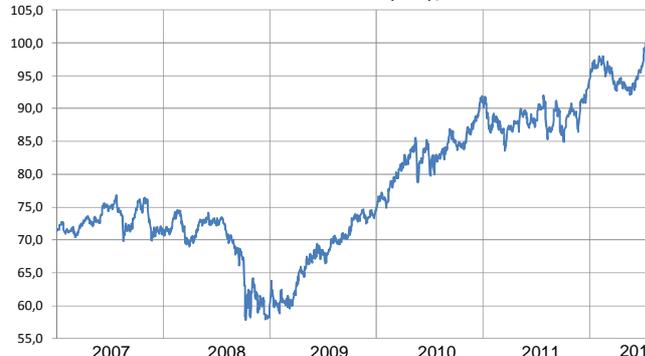
Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Création d'un fonds de garantie sur terres coutumières

Le Président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et le Directeur général de la Banque Calédonienne d'Investissement (BCI) ont signé le 22 août une convention créant un Fonds de garantie permettant aux banques de prendre les garanties nécessaires en cas de financement d'un projet sur terres coutumières, la prise d'hypothèque n'étant pas possible compte tenu du statut de ces terrains. Le fonds a été abondé à hauteur de 100 millions de F CFP par le Gouvernement. Cet outil permettra le lancement de projets de développement économique sur foncier coutumier, qu'il s'agisse de la construction de logements, de l'établissement d'entreprises ou d'exploitations agricoles. L'intervention du Fonds est prévue en Province Nord et en Province des Îles, où le foncier coutumier est majoritaire, ainsi qu'en Province Sud, où il représente une superficie totale de 90 000 ha.

Adoption du rapport sur la productivité des entreprises calédoniennes

Le Conseil Economique et Social de la Nouvelle-Calédonie a rendu son rapport portant sur la productivité des entreprises calédoniennes. Il a, par la même occasion, approuvé le projet de vœu au Gouvernement destiné à améliorer la productivité des entreprises, en privilégiant 2 domaines d'intervention :

- la gestion des ressources humaines avec, entre autres, des propositions relatives à l'absentéisme, la revalorisation du travail, la flexibilité du temps de travail et le développement des compétences ;
- le développement stratégique de l'entreprise, avec des réflexions concernant la mise en place de mesures fiscales incitatives et l'innovation technologique.

Contrat de développement Etat-Nouvelle-Calédonie 2011-2015

Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie s'est prononcé favorablement sur le projet de délibération du Congrès qui vise à habiliter son Président à signer le contrat de développement Etat-Nouvelle-Calédonie 2011-2015. D'un montant de 18,8 milliards de F CFP, ce nouveau contrat inclut notamment une contribution de 11 milliards de F CFP à la construction du Médipôle de Koutio et 1,4 milliard dédiés au musée de la Nouvelle-Calédonie.

Agrément en défiscalisation

Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a agréé la SAS Calédonienne des Eaux au bénéfice de la défiscalisation « locale » (articles Lp45 ter 1 et Lp45 ter 2 du Code des impôts) pour la construction d'une station d'épuration et d'un collecteur sur la commune de Nouméa. Le montant global de ce projet s'élève à plus de 4 milliards de F CFP.

Transfert de compétences pour l'Agence de Développement de la Culture Kanak (ADCK)

Le transfert de compétences de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie de l'Agence de Développement de la Culture Kanak (ADCK) a été entériné le 21 août. L'ADCK dispose, pour l'exercice de ses missions de valorisation et de promotion de la culture kanak, du Centre culturel Tjibaou, ouvert au public depuis 1998. L'ADCK, devenue désormais un établissement public administratif de la Nouvelle-Calédonie, sera dotée pour son fonctionnement d'un droit à compensation de 346 millions de F CFP pour 2012, versé par l'Etat.

Création d'une aire marine protégée en Nouvelle-Calédonie

Lors du 43^e sommet du Forum des Îles du Pacifique, le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a annoncé son intention de créer, d'ici 2015, une aire marine protégée (AMP) sur tout ou partie de sa Zone économique exclusive (ZEE), soit une surface approximative de 1,4 million de km². Cet espace inclurait des zones de protection intégrale et d'autres zones à usage réglementé. La future AMP engloberait le site d'1,5 million d'hectares inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco en 2008.

Election du Président du Congrès

Au terme des trois tours de scrutin prévus au règlement, Gérard POADJA a été élu Président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie le 29 août. Il prend la succession de Roch WAMYTAN, qui avait assuré cette fonction au cours des 18 précédents mois.

Publications

L'IEOM vient de publier la note expresse n° 71, « Tendances conjoncturelles au 2^e trimestre 2012 », ainsi que ses annexes statistiques. Ces documents sont disponibles en téléchargement gratuit : <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/publications/les-notes-expresses-140/les-notes-expresses-tendances-128/2eme-trimestre-2012-1162.html>.

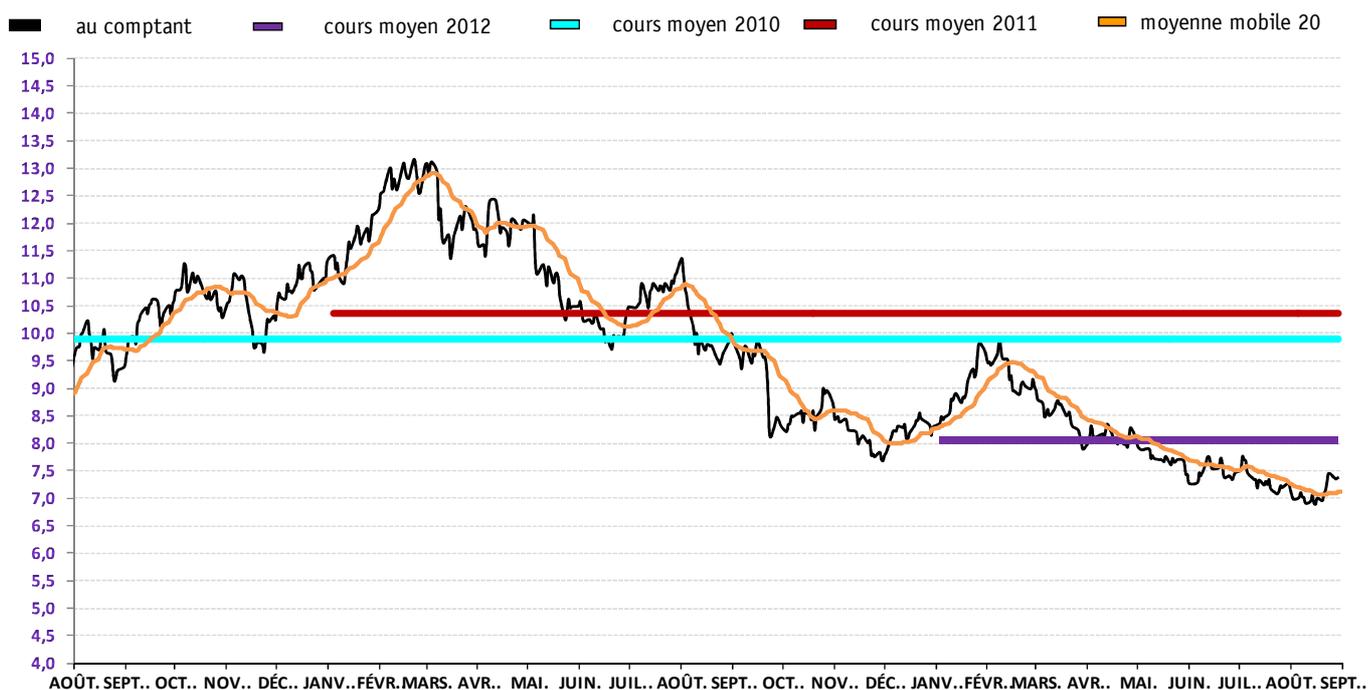
L'IEOM vient aussi de publier son bulletin trimestriel financier et bancaire pour le 2^e trimestre 2012, disponible à l'adresse suivante : <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/publications/bulletins-trimestriels-financier-et-bancaire-86/2eme-trimestre-2012-1165.html>.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		août-12	103,8	0,1%	1,6%
Nombre de demandeurs d'emploi		juin-12	6 285	7,7%	-11,0%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	juin-12	10 576	34,4%	-19,7%
	cumulées	juin-12	60 310	-	-15,8%
Importations	mensuelles	juin-12	24 803	-13,1%	-5,0%
	cumulées	juin-12	152 498	-	-2,5%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		août-12	7,10	-3,1%	-29,1%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		août-12	683	-4,1%	-18,1%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	juil.-12	638	144,3%	99,0%
	cumulées	juil.-12	2 344	-	14,2%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	juil.-12	4 406	-1,3%	-13,0%
	cumulées	juil.-12	37 153	-	11,7%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	juin-12	7 835	17,6%	12,4%
	cumulés	juin-12	48 522	-	11,8%
• Nuitées	mensuels	mai-12	45 137	-13,6%	-5,1%
	cumulés	mai-12	261 640	-	3,4%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		mai-12	52,70%	- 8,2 pts	- 1,7 pts
• Croisiéristes	cumulés	avr.-12	101 904	-	24,9%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	juin-12	10 068	0,4%	-29,8%
	cumulées	juin-12	59 599	-	-19,2%
• Index BT 21 (p)		juil.-12	145,60	0,0%	4,7%
• IRL (p)		juil.-12	115,90	0,5%	3,2%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	août-12	74	-44,8%	270,0%
	cumulées	août-12	751	-	17,3%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	août-12	94	-50,8%	224,1%
	cumulées	août-12	1 054	-	13,9%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	juil.-12	735	9,7%	12,2%
	cumulées	juil.-12	4 454	-	1,5%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



2010

2011

2012

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	juil.-10	juil.-11	juil.-12	var 11/10	var 12/11
Circulation fiduciaire	13 741	14 692	15 665	6,9%	6,6%
Dépôts à vue	225 140	238 541	254 347	6,0%	6,6%
Total M1	238 881	253 233	270 012	6,0%	6,6%
M2-M1	92 217	98 088	101 812	6,4%	3,8%
Total M3	500 572	530 541	549 547	6,0%	3,6%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-10	juin-11	juin-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	388 969	409 555	435 712	5,3%	6,4%
Ménages	343 803	371 959	395 785	8,2%	6,4%
Collectivités locales	46 589	47 887	54 132	2,8%	13,0%
Autres agents de CCB non ventilés	11 228	14 332	14 771	27,6%	3,1%
Total encours sain	790 590	843 732	900 400	6,7%	6,7%
Créances douteuses brutes	15 898	18 769	19 741	18,1%	5,2%
Total encours brut	806 488	862 501	920 141	6,9%	6,7%

Interdits bancaires

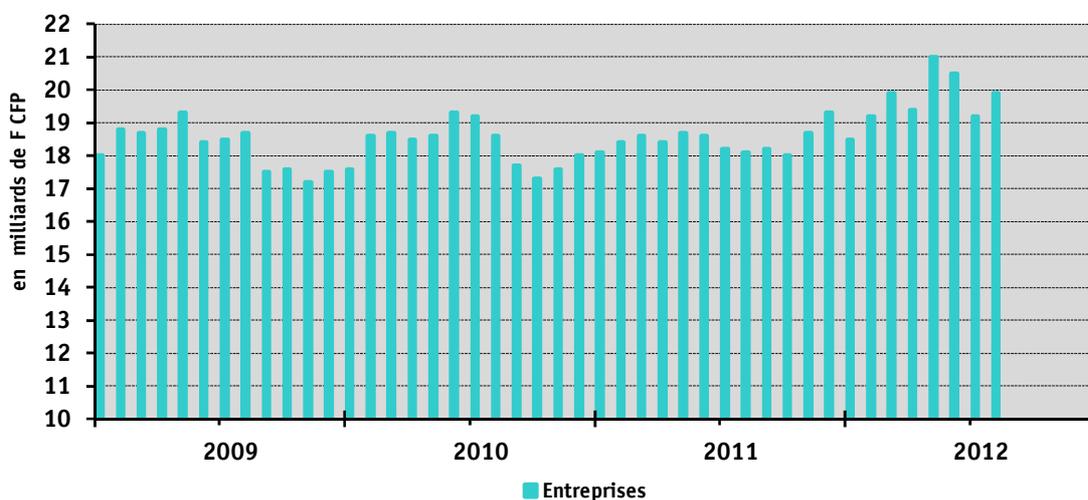
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock août-12	7 018	1,8%	13,1%
	dont personnes physiques août-12	6 247	2,0%	13,5%
	dont personnes morales août-12	771	0,3%	10,1%

Cotation

Cotes valides	août-12	15 001	0,5%	7,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	août-12	4 884	1,4%	20,4%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises août-12	19,9	3,9%	10,4%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	Var .
Indice des prix à la consommation	août	102,1	103,8	2,1%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	juin	52 374	55 516	6,0%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	juin	45 938	49 363	7,5%
créations d'entreprises	juin	2 707	2 709	0,1%
cessations d'entreprises (p)	juin	1 614	1 401	-13,2%
liquidations judiciaires (nb)	juin	53	73	37,7%
redressements judiciaires (nb)	juin	33	57	72,7%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août	700	771	10,1%
ventes de ciment local (tonnes)	juin	71 745	59 438	-17,2%
importations de ciment (tonnes)	juin	2 057	161	-92,2%
total ciment (tonnes)	juin	73 801	59 599	-19,2%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	juin	13 847	16 582	19,8%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	juin	3 687	4 316	17,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juil	2 541	2 089	-17,8%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	87 212	88 354	1,3%
dont secteur privé	mars	63 154	63 826	1,1%
dont secteur public	mars	24 058	24 528	2,0%
demandes d'emploi de fin de mois	juin	7 063	6 285	-11,0%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	juin	7 345	6 688	-8,9%
chômeurs indemnisés	juin	1 740	1 736	-0,2%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	juil	828,4	887,6	7,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	août	5 505	6 247	13,5%
décisions retraits cartes bancaires	août	1 949	2 287	17,3%
incidents paiements sur chèques	août	17 492	24 025	37,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juil	4 387	4 454	1,5%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	juin	7 976	8 085	1,4%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	15 494	17 268	11,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 396	8 358	-0,5%
Echanges				
nombre de touristes	juin	43 403	48 522	11,8%
nombre de croisiéristes	avr	70 135	101 904	45,3%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	mai	58,9%	57,2%	-1,7 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	août	11,31	8,06	-28,7%
cours du nickel au LME en \$/lb	août	10,01	7,10	-29,1%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	juin	1 733	1 707	-1,5%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	juin	10 497	9 073	-13,6%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	juin	29 481	32 169	9,1%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	juin	55 157	46 881	-15,0%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	juin	527	543	3,0%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	juin	769	769	0,0%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	juin	66 423	56 723	-14,6%
part de ces produits dans le total des exportations	juin	93%	94%	1,36pt
total des importations (M FCFP)	juin	156 466	152 498	-2,5%
total des exportations (M FCFP)	juin	71 663	60 310	-15,8%
taux de couverture	juin	45,80%	39,55%	-6,3pt
recettes douanières (M FCFP)	juin	21 865	23 883	9,2%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	juil	238 541	254 347	6,6%
M1	juil	253 233	270 012	6,6%
M2	juil	351 321	371 824	5,8%
Dépôts à termes	juil	179 084	177 682	-0,8%
M3	juil	530 541	549 547	3,6%
P1	juil	3 973	3 916	-1,4%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	4,89%	5,49%	0,60 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,58%	4,25%	-0,34 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	4,63 %	4,64 %	0,01 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	janv	18,28 %	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	juin	862 507	920 141	6,7%
Ménages	juin	371 959	395 785	6,4%
dont crédits à la consommation	juin	69 362	72 136	4,0%
dont crédits à l'habitat	juin	297 652	317 881	6,8%
Entreprises	juin	409 560	435 712	6,4%
dont crédits d'exploitation	juin	77 295	83 247	7,7%
dont crédits d'investissement	juin	218 507	230 640	5,6%
dont crédits à la construction	juin	101 256	109 046	7,7%
Collectivités locales	juin	47 887	54 132	13,0%
dont d'investissement	juin	43 897	52 713	20,1%
Autres agents de CCB non ventilés	juin	14 332	14 771	3,1%
créances douteuses brutes	juin	18 769	19 741	5,2%
taux de créances douteuses brutes	juin	2,2%	2,1%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	juin	626 008	640 252	2,3%
Ménages	juin	332 928	350 776	5,4%
Sociétés	juin	201 003	197 036	-2,0%
Autres agents	juin	92 077	92 440	0,4%
dont assurances-vie	juin	99 381	101 819	2,5%

(p) : provisoire (a) : actualisé

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,50%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,15% à 5,60% (Taux SGFGAS à partir du 01/08/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE								
taux d'intérêt en fin de mois								
	31/08/2012	31/07/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,1100%	0,1110%	- 0,001 pt	0,8170%	- 0,707 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,1210%	0,1490%	- 0,028 pt	0,7820%	- 0,661 pt	banques locales	8,25%	31/12/2011
EURIBOR 3 mois	0,2780%	0,3890%	- 0,111 pt	1,0060%	- 0,728 pt	taux d'intérêt légal	taux	JORF
EURIBOR 6 mois	0,5370%	0,6710%	- 0,134 pt	1,2270%	- 0,690 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	0,8050%	0,9460%	- 0,141 pt	1,5070%	- 0,702 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle								
	31/08/2012	31/07/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	Définitions		
TEMPE	0,1104%	0,1864%	- 0,076 pt	0,4902%	- 0,380 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average		
EURIBOR 1 mois	0,1320%	0,2180%	- 0,086 pt	0,8110%	- 0,679 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA		
EURIBOR 3 mois	0,3340%	0,4960%	- 0,162 pt	1,0220%	- 0,688 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate		
EURIBOR 6 mois	0,6080%	0,7790%	- 0,171 pt	1,2510%	- 0,643 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)		
EURIBOR 12 mois	0,8790%	1,0600%	- 0,181 pt	1,5260%	- 0,647 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)		
TMO	2,3900%	2,5100%	- 0,120 pt	3,5900%	- 1,200 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)		
TME	2,1900%	2,3100%	- 0,120 pt	3,3900%	- 1,200 pt			
TRBOSP	2,4100%	2,3000%	+ 0,110 pt	3,6500%	- 1,240 pt			

évolution des taux d'intérêt en fin de mois									
devise	USD			JPY			GBP		
date	31/08/2012	31/07/2012	31/12/2011	31/08/2012	31/07/2012	31/12/2011	31/08/2012	31/07/2012	31/12/2011
taux JJ	0,095%	0,095%	0,110%	0,100%	0,097%	0,035%	0,575%	0,625%	0,555%
3 mois	0,270%	0,485%	0,680%	0,194%	0,196%	0,140%	0,510%	0,700%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,600%	1,480%	1,870%	0,810%	0,790%	0,980%	1,470%	1,460%	1,980%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2012)			
Prêts aux particuliers	seuil de usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	14,07%
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,23%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de usure
Prêts à taux fixe	6,36%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,01%
Prêts à taux variable	5,81%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,63%
Prêts-relais	6,32%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,20%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,53%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,25%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,01%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,24%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	16,40%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,88%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	14,04%	Découverts en compte (1)	13,53%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	94,6251	1 NZD/XPF	75,9688	1 HKD/XPF	12,2009	1 GBP/XPF	150,0462	
100 JPY/XPF	120,5858	1 AUD/XPF	97,8049	1 SGD/XPF	75,7854	100 VUV/XPF	100,0207	1 FJD/XPF	52,9093